

Archives



NKM lance une grande étude sur l'avenir d'Orly

Quel futur pour Orly? Et pour les villes autour? Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Ecologie, met en place aujourd'hui une commission pour étudier l'avenir de l'aéroport.

03.10.2011

En juin, la proposition du député-maire (UMP) de Villeneuve-le-Roi, Didier Gonzalès, de délocaliser Orly a ravivé la polémique entre défenseurs et détracteurs du 10e aéroport européen. Le débat aura au moins permis de remettre en lumière cette infrastructure aux 27000 emplois, souvent éclipsée par Roissy-Charles-de-Gaulle. Aujourd'hui, Nathalie Kosciusko-Morizet (NKM), la ministre de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, par ailleurs maire UMP de Longjumeau Essonne), lance une commission sur l'avenir d'Orly. Objectif : « dessiner une nouvelle vision de l'aéroport ». A quoi va servir cette commission? NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET. A remettre le transport aérien au cœur des questions du Grand Paris. Je me suis rendu compte qu'on abordait les thèmes du logement, du rail, des déplacements terrestres mais que l'aérien était le grand oublié. Les riverains et les acteurs économiques se sentaient frustrés. La commission va mettre tous ces gens en relation pour que l'aéroport ne soit pas juste une infrastructure de transport mais un lieu d'activités et d'urbanité. Concrètement, que vont faire ses membres? Pendant un an, cinq collègues (l'Etat, les collectivités locales, les syndicats, les professionnels et les associations) vont se réunir, travailler, se déplacer dans les villes concernées à la rencontre de la population. On peut aussi imaginer des déplacements en Europe et en Amérique du Nord pour trouver de nouvelles idées. Nous allons faire un véritable Grenelle d'Orly, pour dessiner une nouvelle vision de l'aéroport. Le 1er juin, une proposition de loi de Didier Gonzalès envisageait de délocaliser l'aéroport d'Orly. Vous aviez jugé cette proposition « historique ». Est-ce à l'étude? La commission est apte à considérer tous les points de vue. L'Etat écoute mais ne prend pas à son compte. Aucune discussion n'est taboue. Cette proposition a provoqué un tollé. Certains députés ont demandé votre démission... Il y a eu incompréhension. Une proposition de loi, c'est un débat. Avec ses 27000 emplois, Orly mérite ce débat. Mais vous, êtes-vous favorable à la délocalisation d'Orly? Ce n'est pas ma proposition. Mais si quelqu'un veut en parler, on en parlera. Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est qu'Orly n'apporte pas tout ce qu'il devrait apporter à son territoire, en termes économiques, d'emplois et de retombées. Certains ont les inconvénients sans les retombées. Il y a urgence à inverser cela. Certaines pistes sont à l'étude, comme augmenter l'indemnisation des riverains victimes des nuisances ou adopter des procédures de moindre bruit. J'annoncerai de nouvelles mesures fin octobre. Deux députés UMP essonniers (Françoise Briand, Viry et Pierres Lasbordes, Gif) avaient signé la proposition de loi avant de se rétracter. N'est-ce pas le signe d'un malaise? Je pense que le malaise est dû aux personnes et aux médias qui ont assimilé débat et proposition définitive de délocaliser Orly. Vous parlez des inquiétudes économiques. Des associations s'inquiètent des nuisances environnementales et sonores... L'environnement sera au cœur du débat. Je serai très vigilante sur les questions de bruit et de pollution chimique car c'est la santé qui est en jeu. Le couvre-feu et le plafonnement seront ainsi deux choses intouchables.



[Le Parisien](#)

Cet article a été publié dans la rubrique Orly